

MOUVEMENTS SOCIAUX, GOUVERNEMENTS PROGRESSISTES ET RAPPORTS À L'ÉCONOMIE DANS L'ARGENTINE POST-NÉOLIBÉRALE (2000-2017)

Arnaud Trenta

De Boeck Supérieur | « Participations »

2018/1 N° 20 | pages 201 à 216

ISSN 2034-7650

ISBN 9782807391970

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-participations-2018-1-page-201.htm>

Pour citer cet article :

Arnaud Trenta, « Mouvements sociaux, gouvernements progressistes et rapports à l'économie dans l'Argentine post-néolibérale (2000-2017) », *Participations* 2018/1 (N° 20), p. 201-216.

DOI 10.3917/parti.020.0199

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Mouvements sociaux, gouvernements progressistes et rapports à l'économie dans l'Argentine post-néolibérale (2000-2017)

Social movements, progressive governments, and the relationship to the economy in post-neoliberal Argentina (2000-2017)

› Arnaud Trenta

Lecture critique des ouvrages suivants : Julieta Quirós, 2016, *La politique vécue. Péronisme et mouvements sociaux dans l'Argentine contemporaine*, Paris, L'Harmattan ; María Inés Fernández Álvarez (dir.), 2016, *Hacer juntos(as). Dinámicas, contornos y relieves de la política colectiva*, Buenos Aires, Biblos ; Maristella Svampa, 2017, *Del cambio de época al fin de ciclo. Gobiernos progresistas, extractivismo y movimientos sociales en América latina*, Buenos Aires, Edhasa.

* * *

Depuis les années 2000, les sociétés latino-américaines connaissent un regain d'intérêt, à la fois scientifique et politique, en raison des mouvements sociaux et des gouvernements de gauche qui occupent le centre de l'arène politique et expérimentent des alternatives au néolibéralisme. Dans le contexte de la globalisation, rares sont les régions du monde à avoir connu des mobilisations aussi improbables que celles du mouvement des sans-terre au Brésil ou du

mouvement des travailleurs au chômage en Argentine, et à avoir vu les inégalités sociales se réduire grâce à des politiques sociales hybrides (universelles et d'activation). Les processus révolutionnaires au Venezuela, en Équateur et en Bolivie, adossés à de nouvelles Constitutions et portés par des groupes sociaux historiquement marginalisés, offrent également de nouveaux enseignements sur les conditions de dépassement du capitalisme et du nationalisme eurocentré. Il n'est pas étonnant alors de remarquer la percée de certains théoriciens du Sud comme Ernesto Laclau (2008) et Boaventura de Sousa Santos (2016) dans les débats académiques du Nord, phénomène peu entrevu depuis les années 1960 et la théorie de la dépendance (Cardoso, Faletto, 1969), ainsi que l'intensification des dialogues Nord-Sud sur les questions du politique et de l'émancipation (Coraggio, Laville, 2016).

L'intérêt pour ces expériences, ces débats et ces théories ne doit toutefois pas occulter la réflexion critique qui permet de prendre la pleine mesure des enjeux sociaux, économiques et politiques soulevés par les situations latino-américaines. Trois ouvrages publiés ces deux dernières années permettent justement d'interroger certaines catégories d'analyse devenues trop normatives, en mettant au jour les nuances et les ambiguïtés qui entourent les phénomènes de politisation des classes populaires ou d'autogestion des travailleurs, et de réfléchir sur les limites de ces tentatives de transformation sociale et de rupture avec le néolibéralisme. Ainsi, la recherche de Julieta Quirós sur les raisons de l'engagement militant des classes populaires critique autant la perspective utilitariste et misérabiliste du « clientélisme » nourri par l'assistencialisme, que la vision spontanéiste et idéalisée de la « résistance » populaire à la gouvernance néolibérale. L'ouvrage collectif dirigé par María Inés Fernández Álvarez éclaire, pour sa part, les contradictions des expériences autogestionnaires des travailleurs populaires, et critique l'usage de prénotions homogénéisantes et normatives telles que l'horizontalité et la réciprocité des relations sociales dans les entreprises récupérées et les coopératives. Le livre de Maristella Svampa propose, enfin, une réflexion critique de l'action politique et économique des gouvernements progressistes latino-américains, du point de vue de la cause environnementale et des relations entre les différentes tendances de la gauche.

Les trois auteures choisies pour cette lecture croisée sont des spécialistes des mouvements sociaux et de l'action collective en Argentine, même si les travaux récents de l'une d'entre elles, Maristella Svampa, portent sur la question du développement dans l'ensemble du continent. La société argentine constitue une bonne entrée pour analyser les reconfigurations du politique et de l'économie au cours du cycle progressiste latino-américain, ce pays ayant été le bon élève du FMI et de la Banque mondiale durant les années 1990 avant de participer activement à la construction régionale d'une nouvelle hégémonie des gouvernements de gauche à partir des années 2000. Le cas de l'Argentine éclaire également les conséquences ambivalentes de la hausse spectaculaire du prix des matières premières sur le marché mondial (soja, céréales, métaux, hydrocarbures) sur la relance de l'activité économique en Amérique latine. D'une part, l'exploitation

et l'exportation des matières premières constituent le moteur d'une croissance élevée et durable (7,5 % de moyenne de 2003 à 2011 pour l'Argentine) qui génère les rentrées fiscales nécessaires à un redéploiement de l'intervention étatique dans les dimensions économique et sociale. D'autre part, les ravages environnementaux causés par le modèle extractiviste-exportateur ternissent l'action des différents gouvernements progressistes, la plupart d'entre eux ayant ouvert des marchés aux entreprises transnationales et réprimé les mobilisations en faveur de la protection des ressources naturelles¹.

Pour nourrir cette réflexion critique sur les différentes expériences de changement social en Argentine et, plus largement, en Amérique latine, nous proposons une lecture croisée de ces ouvrages en trois temps. La recherche de Julieta Quirós permet d'abord de questionner le rapport au politique des classes populaires, durant les premières années du cycle progressiste encore marquées par la période insurrectionnelle et l'effervescence des mouvements sociaux. Les articles compilés par María Inés Fernández Álvarez viennent ensuite creuser l'analyse des expériences de démocratie dans le travail entre les années 2000 et 2010, au niveau des organisations autogérées et de leurs relations avec les politiques de soutien à l'économie sociale. Enfin, le livre de Maristella Svampa embrasse l'ensemble de la période et offre un point de vue comparatif et distancié sur l'action des gouvernements progressistes et leurs limites à l'approfondissement de la participation politique. Nous revenons en conclusion sur les enseignements de ces recherches à la question démocratique en Amérique latine, mais aussi en Europe.

L'engagement politique dans les banlieues populaires urbaines

Dans son ouvrage *La politique vécue. Péronisme et mouvements sociaux dans l'Argentine contemporaine*, Julieta Quirós propose une anthropologie de la vie politique dans les banlieues populaires de Buenos Aires. Cette enquête ethnographique au long cours a donné lieu à une thèse de doctorat soutenue en 2010 à l'Université fédérale de Rio de Janeiro au Brésil, publiée ensuite en Argentine en 2011 aux éditions Antropofagia. Sa récente traduction chez L'Harmattan, à l'initiative de Maxime Quijoux, offre aux lecteurs francophones une analyse fine des relations entre mouvements sociaux, partis politiques et assistance sociale dans le contexte latino-américain, mais aussi des outils conceptuels pour penser de manière générale les rapports au politique des classes populaires. L'objet de cette recherche est précisément d'analyser l'engagement politique au sein

[1] Selon l'ONG Global Witness, 197 militants environnementaux ont été assassinés dans le monde en 2017, dont 116 en Amérique latine (<https://www.globalwitness.org/fr/blog/new-data-reveals-197-land-and-environmental-defenders-murdered-2017>, accès le 03/05/2018).

du monde populaire. La question est de savoir pourquoi les classes populaires participent aux événements politiques comme les réunions, les manifestations, voire les émeutes.

Dans son introduction, l'auteure propose une distanciation à l'égard des notions de résistance et de clientélisme qui polarisent le champ et tendent à idéaliser ou stigmatiser la politique populaire. Rappelons que l'on observe dans le champ politique argentin, à la fois, l'archétype du populisme latino-américain (le péronisme) accusé par certains d'encourager l'assistencialisme des pauvres, et de multiples organisations de « travailleurs au chômage » censées incarner, pour d'autres, la révolte contre l'exploitation capitaliste à l'âge néolibéral. Pour éviter ces deux écueils, J. Quirós s'intéresse à la politique vécue par les habitants de quartiers populaires et à la manière dont elle s'inscrit dans la trame de la vie quotidienne. L'attention ne porte donc pas sur les événements exceptionnels et les grandes figures du militantisme, mais sur des personnes anonymes et sur leurs routines, leurs espaces et leurs relations.

Depuis la fin des années 1990, un tissu organisationnel très dense s'est constitué dans les quartiers paupérisés des grandes métropoles argentines en lien avec le développement des politiques sociales ciblées. Ces organisations associatives, politiques et religieuses jouent un rôle central dans la gestion des aides provenant des différents échelons de l'État, dont la contrepartie est la mise en œuvre de « projets communautaires » dans les quartiers populaires tels que les cantines, les goûters, les boulangeries, la récupération des matériaux recyclables ou encore les coopératives textiles. C'est auprès de dirigeants de ce type d'organisations que l'enquête ethnographique s'est déroulée entre 2007 et 2009 dans une des villes les plus pauvres de la banlieue de Buenos Aires. L'auteure a observé, d'une part, l'activité au sein d'une organisation de « travailleurs au chômage », tant au niveau de la base (chapitre 1) que du sommet (chapitre 3). Elle a suivi, d'autre part, le travail d'une référente péroniste au contact de ses voisins (chapitre 2) et des fonctionnaires de la municipalité et du gouvernement provincial (chapitre 4).

Le premier chapitre met en lumière la façon dont cette organisation de « travailleurs au chômage » établit des principes de justice pour réguler l'attribution des aides alimentaires et monétaires qu'elle négocie avec les différents gouvernements. L'inscription sur les listes des bénéficiaires se mérite, il faut faire valoir son engagement dans le « mouvement » : cinq manifestations minimum pour obtenir le panier alimentaire, quatre heures de travail par jour dans les « projets » (cantine, goûter, tricot, fripe) et une présence assidue aux réunions politiques. La culture de l'effort valorisée par cette organisation laisse toutefois place au critère de « nécessité » qui permet de donner aussi à ceux qui témoignent d'un attachement au mouvement sans être en capacité de participer régulièrement aux activités.

Le chapitre 2 montre comment l'engagement moral et l'intérêt matériel s'articulent également dans l'univers du péronisme. Les échanges entre la référente

de quartier et les habitants qui l'accompagnent aux réunions politiques sont mus par « des calculs toujours moraux et des moralités toujours calculées » (p. 130). Une logique de réciprocité régit l'attribution des aides et la contrepartie des bénéficiaires, dans un équilibre toujours précaire entre le mérite et la nécessité. Du point de vue des acteurs politiques, le travail de la référente ne se mesure pas uniquement à la quantité de gens mobilisés, mais aussi à la qualité des relations interpersonnelles qu'elle noue avec eux. Entre l'excès de lien (la famille) et l'excès d'intérêt (l'échange explicite) se trouve l'engagement idéal du « voisin » qui s'implique dans la vie politique, à la fois *par* besoin et *pour* une cause.

Le troisième chapitre éclaire le jeu de négociation entre les hauts dirigeants du mouvement de « travailleurs au chômage » et les gouvernements municipaux, provinciaux et nationaux. Les réunions de négociation sont toujours précédées de mobilisations massives qui permettent aux organisations de quartier de prouver l'existence d'une population dans le besoin et de légitimer leur rôle de représentants. La force du nombre s'accompagne alors d'une rhétorique sur le travail réalisé dans les quartiers à travers les projets subventionnés. À nouveau, le « faire » et le mérite occupent une position centrale dans les discours et les interactions afin de mettre à distance les préjugés sur l'assistencialisme et le clientélisme.

Le dernier chapitre, centré sur les démarches de la référente péroniste auprès des dirigeants politiques, illustre le jeu subtil de présentation de soi pour parvenir à naviguer dans les dédales bureaucratiques. La référente doit d'abord demander des aides en tant que responsable d'associations de quartier, puis activer ses contacts politiques pour que celles-ci soient traitées prioritairement. En scrutant les formes d'accumulation et de conversion du capital d'autochtonie en capital politique, et *vice versa*, l'auteure montre l'activité productive des militants de quartier. Sans le travail territorial et institutionnel de cette référente péroniste, comme des dirigeants du mouvement des « travailleurs au chômage », les aides sociales ne parviendraient probablement pas dans ces territoires périphériques.

L'originalité de cette recherche réside principalement dans deux aspects. En premier lieu, J. Quirós base sa démonstration sur une « description lente » (p. 41) qui suppose que décrire et expliquer ne sont pas des opérations intellectuelles distinctes. Les quatre chapitres sont donc rédigés sous la forme d'un script où s'enchaînent les scènes, les dialogues et les réflexions de l'anthropologue. Pour atteindre cette fluidité dans l'écriture, l'auteure revendique l'usage de la fiction pour retoucher et recréer l'ensemble des dialogues et des situations. Le style est effectivement très vivant, mais l'argumentation en faveur de cette démarche hétérodoxe mériterait d'être poussée plus loin que le simple constat du caractère construit et partiel de toute restitution de terrain. La proposition de fonder une théorie ethnographique de l'engagement politique serait également plus convaincante si l'abondance des descriptions et des discours indigènes s'articulait davantage à une réflexion fouillée sur les rapports entre les catégories d'acteurs et les catégories d'analyse.

En second lieu, les dialogues sont considérés comme partie intégrante de l'action, et c'est donc bien le « faire » qui est scruté dans chaque chapitre. Dans une approche pragmatique, les discours sont analysés en tant que justification des comportements des uns et des autres dans des contextes d'interactions. Mais « faire », c'est également travailler, produire et mériter. En traitant l'activité des profanes de la politique comme un monde du travail, l'auteure apporte un nouvel éclairage sur les mécanismes de l'implication politique des classes populaires. Pour certains, faire c'est lutter et réclamer ; pour d'autres, c'est accompagner et demander. Pour tous, c'est produire des relations, des biens et des principes de justice qui garantissent l'attribution aux plus méritants. Le mérite se mesure à l'effort réalisé par les personnes, il est toujours évalué en relation avec les autres membres du groupement dans des ordres de justification. En déplaçant le regard de la circulation à la production des ressources, J. Quirós met en lumière la centralité du travail dans la vie politique des quartiers paupérisés. Ce lien entre travail et politique aurait toutefois pu être approfondi si l'auteure avait creusé l'analyse au sein des « projets communautaires » des organisations étudiées, comme les coopératives textiles et les cantines populaires qui renvoient davantage à l'univers laborieux. Ces résultats auraient également pu être mis en relation avec les nombreux travaux sur les entreprises récupérées et le renouveau coopératif en Amérique latine qui insistent aussi sur l'intrication du politique et du travail dans le monde populaire.

L'intrication du travail et du politique dans les mobilisations populaires

L'ouvrage dirigé par María Inés Fernández Álvarez *Hacer juntos(as). Dinámicas, contornos y relieve de la política colectiva*, s'inscrit justement dans ce courant de recherche sur les reconfigurations de l'économie populaire et des formes d'organisation du travail dans la période post-2001. Rappelons qu'en Argentine la pauvreté touchait 58 % de la population en 2002 et que le taux de chômage était estimé à 20,4 % au début de l'année 2003², ce qui a conduit un large pan des classes moyennes et populaires à réinvestir des formes d'échange et de production basées sur la réciprocité et l'interdépendance comme le troc, le coopérativisme, le mutuellisme et l'associationnisme. Les recherches rassemblées par M. I. Fernández Álvarez sont exemplaires de l'indissociable relation qui unit le travail et le politique dans l'Argentine des années 2000-2010, au sortir d'une décennie de réformes néolibérales et d'une croissance exponentielle des inégalités.

Cette publication réunit une majorité d'anthropologues et quelques sociologues qui partagent une même pratique de l'enquête ethnographique et le souci de la

[2] Sources : Institut national de la statistique et des recensements (INDEC).

nuance dans l'analyse. Doté d'une véritable cohérence, cet ouvrage collectif est composé de douze chapitres qui dialoguent entre eux et contribuent individuellement à la préoccupation centrale d'analyser les pratiques de gestion collective du travail des groupes subalternes. Pour atteindre cet objectif, les auteurs s'inspirent de l'anthropologie politique de Didier Fassin (2013) et de David Graeber (2013) pour observer les interactions qui trament la vie quotidienne des acteurs, étudier les émotions et les affects, saisir les imaginaires et les projets, scruter les corps et les paroles, sans verser dans la glorification de ces actions collectives, ni dans le misérabilisme. À l'instar du travail de J. Quirós, l'un des principaux apports de ce livre est de mettre en discussion une série de catégories d'analyse dont la portée normative masque les ambiguïtés et la pluralité des mondes du travail populaire.

Dans son introduction, M. I. Fernández Álvarez critique un certain nombre de présupposés largement diffusés dans la littérature argentine et internationale qui tendent à homogénéiser et unifier les groupements de travailleurs populaires, particulièrement à l'aide des notions de mouvement social, d'autogestion et de coopérative. Chargées de normativité, ces catégories induisent *a priori* une définition positive de ces acteurs collectifs en termes d'horizontalité, de solidarité et d'autonomie. Leur fonctionnement ne serait perverti qu'à travers leurs relations (sous-entendu leur proximité) avec d'autres organisations comme les entreprises, les ONG ou les pouvoirs publics qui engendreraient des mécanismes d'institutionnalisation, de cooptation et d'hétéronomisation. L'ambition de l'ouvrage est au contraire de partir de la pratique et du vécu des acteurs pour analyser les contradictions internes à ces actions collectives, où s'observent à la fois des processus de domination et d'autonomisation, des rapports de pouvoir et des actions égalitaires, des logiques individuelles et des pratiques solidaires. Loin de constituer des manquements, des limites ou des lacunes, ces contradictions révèlent toute la difficulté du « faire ensemble » qui, comme l'indique le titre de l'ouvrage, est au cœur de cette recherche.

Le livre est divisé en trois parties qui renvoient à différentes dimensions du « faire ensemble ». La première concerne la construction des normes, des valeurs et des règles collectives au sein des organisations populaires. La deuxième partie est centrée sur les rapports entre les collectifs de travail et l'État dans le cadre de la mise en œuvre des politiques publiques. La dernière partie traite des capacités d'imagination et d'invention qui surgissent dans les processus de recomposition du travail, au-delà du succès ou de l'échec des tentatives analysées. Tous les articles reposent sur une enquête empirique approfondie, parfois avec un suivi sur plusieurs années et des retours réguliers sur le terrain. Les organisations étudiées sont de trois types : des usines récupérées par les travailleurs, des coopératives créées dans des quartiers paupérisés et des associations inscrites dans des réseaux d'économie sociale.

Concernant la construction des cadres normatifs du travail et des relations sociales dans les organisations, les différents chapitres mettent en lumière la

grande diversité des pratiques et des principes qui entrent parfois en contradiction avec les fondements supposés du coopérativisme, comme l'horizontalité des relations de pouvoir et l'égalitarisme entre les associés. Par exemple, le texte de Maxime Quijoux montre, à partir de la comparaison de deux entreprises récupérées, la variété des ajustements organisationnels aux principes de l'autogestion qui dépendent, en partie, des socialisations professionnelles antérieures à la reprise des usines par les employés. Entre les deux cas d'étude, l'auteur observe, d'une part, des formes très différentes de division du travail de direction, avec une entreprise où toutes les questions concernant le collectif sont âprement débattues en assemblée générale et une autre où le conseil d'administration (présidé par l'ancien chef du personnel) dispose d'un véritable pouvoir de décision. D'autre part, l'analyse fait apparaître les tensions générées par le principe d'un salaire égal pour tous qui s'oppose à la valeur du mérite lorsque celui-ci est associé à la productivité, ainsi qu'aux aspirations à la mobilité sociale, en particulier pour les plus jeunes. Là encore, la préexistence d'un système de valeurs et de dispositifs distinguant les travailleurs en fonction de certains critères rend plus ou moins acceptable cette norme du salaire unique dans le contexte autogestionnaire. De la même manière, tous les chapitres insistent sur la dimension conflictuelle du processus d'élaboration des normes dans les entreprises autogérées. La fragilité de ces accords est également une constante de la vie de ces groupements, ce qui implique un travail perpétuel de redéfinition du cadre de l'action collective, agrémenté de luttes de pouvoir et de défiance entre associés, qui peut vite s'avérer épuisant.

Une autre originalité réside dans l'intérêt porté non seulement aux pratiques en train de se faire, mais aussi à celles qui se défont et, par conséquent, aux projets inaboutis et aux activités abandonnées. L'article de M. I. Fernández Álvarez est significatif à cet égard, il enjoint à ne pas considérer l'interruption de certaines activités coopératives comme des échecs et souligne le potentiel analytique de ces situations *a priori* « bloquées ». À partir du cas d'une coopérative de récupération de matériaux recyclables ancrée dans l'une des communes les plus pauvres de la banlieue de Buenos Aires, l'anthropologue cherche à décrypter ce que cette expérience produit individuellement et collectivement en termes d'imaginaire. En déplaçant le regard du résultat vers le processus, l'investigation porte alors sur la manière dont les acteurs vivent les situations, élaborent un récit et se projettent dans l'avenir. La prise au sérieux du travail intellectuel et de la capacité d'imagination des acteurs dominés ouvre ainsi vers de possibles futurs qui s'inscriront dans une certaine continuité avec ces expériences et ces projets collectifs inaboutis. Au-delà de ce simple cas, la réflexion de M. I. Fernández Álvarez couvre l'ensemble des mobilisations populaires des vingt dernières années qui imprègnent nécessairement plusieurs générations de travailleurs et de militants, et dont les effets à moyen et long terme ne doivent pas être sous-estimés. Le cas argentin, parmi d'autres expériences latino-américaines contemporaines, n'est pas sans rappeler les grandes mobilisations sociales comme Mai 68 en France et la lutte pour les droits civiques aux États-Unis, dont on connaît aujourd'hui

les conséquences biographiques sur les participants et leurs descendants (McAdam, 1988 ; Pagis, 2014).

Un autre intérêt de cet ouvrage est de consacrer une partie à l'analyse des relations entre l'État et les organisations populaires dans le cadre des politiques de soutien à l'économie sociale. Sous les gouvernements de Néstor et Cristina Kirchner (2003-2015), les organisations ancrées dans les territoires populaires ont acquis une nouvelle centralité dans la mise en œuvre des politiques de lutte contre les inégalités (Merklen, 2009), et plusieurs militants associatifs ont accédé à des postes à la fois politiques et techniques au sein du ministère du Développement social et des administrations provinciales (Perelmiter, 2017). Les « échanges politiques » (Combes, Vommaro, 2015) qui dérivent de la proximité entre les organisations populaires et le pouvoir exécutif ont contribué à diffuser le paradigme de l'économie sociale dans les référentiels de l'action publique et à renforcer le tournant productiviste des politiques sociales après la crise financière internationale de 2008 (Cortés, Kessler, 2013). Une pluralité de dispositifs municipaux, provinciaux et nationaux vise ainsi la création de coopératives, de mutuelles, de micro-entreprises, d'associations territoriales ou communautaires dans la perspective d'un « développement social durable ». Comme l'indique M. I. Fernández Álvarez dans son introduction, le nombre de coopératives recensées est par exemple passé de 2 632 en 1994 à 27 290 en 2013.

Ces politiques publiques de soutien à l'économie sociale génèrent de nouvelles ressources pour ces organisations socio-productives, mais aussi des contraintes à travers notamment l'injonction à la soutenabilité économique. Cette complexité des rapports au politique est bien étudiée dans le chapitre de Santiago Sorroche sur les relations d'un collectif de récupération de matériaux recyclables avec les administrations publiques et une ONG internationale chargée de mettre en œuvre un programme de soutien aux coopératives. Son analyse montre les limites du dispositif public qui impose un certain nombre de critères de fonctionnement et de production à ces travailleurs qui comptent pourtant parmi les plus précaires et les plus démunis. Ces derniers se trouvent dans l'impossibilité de répondre à toutes les exigences, particulièrement à celle de l'autonomie financière par l'activité marchande, et formulent une demande de reconnaissance de service public pour la récupération et le recyclage de matériaux afin de garantir la pérennité de la coopérative. Cette demande n'aboutit pas et montre que, même sous des gouvernements de gauche et avec la médiation d'une ONG engagée aux côtés des organisations populaires, il s'avère extrêmement difficile de déranger les catégories dominantes qui cadrent les représentations des dirigeants politiques et instituent la rentabilité du capital investi comme principe fondamental de l'activité économique.

Le texte de Florencia Partenio illustre également l'ambiguïté des relations entre les pouvoirs publics et les organisations populaires en éclairant les contradictions qui peuvent surgir des politiques publiques menées aux différentes échelles

de l'État. Son analyse montre comment le gouvernement d'une ville de la province de Buenos Aires compare systématiquement une entreprise récupérée par ses travailleurs avec une autre entreprise rachetée par un investisseur privé. Le modèle de la coopérative est toujours mis en balance avec celui de l'entreprise capitaliste qui, dans les représentations des dirigeants municipaux, est la seule légitime pour assurer une activité économique durable et, partant, créer des emplois pour la population locale. Pour obtenir non seulement le soutien, mais aussi la reconnaissance des dirigeants politiques et de la population locale, les membres de la coopérative réalisent un travail politique de légitimation de leur modèle socio-productif pour prouver qu'ils parviennent à concilier la viabilité économique avec l'organisation égalitaire. Si la coopérative se heurte à l'indifférence des gouvernements de la municipalité et de la province, elle gagne en revanche la reconnaissance de certains fonctionnaires du gouvernement national et obtient les ressources d'un programme de microcrédits qui lui permet de développer sa propre activité et d'amorcer celle de petites unités productives (familiales ou associatives) au niveau du territoire.

Au final, les textes réunis dans cet ouvrage apportent un regard neuf sur l'étude des mouvements sociaux et de l'économie sociale en se distanciant des modèles normatifs et homogénéisants pour s'intéresser aux pratiques effectives des acteurs et à leur diversité. Cette anthropologie de la politique « en train de se faire » offre une compréhension fine des rouages de l'action collective dans des mondes populaires qui cherchent à se réinventer. Il manque peut-être à cet ouvrage une conclusion qui aurait permis de resituer l'ensemble de ces expériences dans le contexte latino-américain des années 2000-2010 (forte croissance économique, hégémonie des gouvernements de gauche) et d'ouvrir une réflexion sur le devenir des coopératives et des associations populaires dans le cadre d'un retour des situations de crise et de l'accès au pouvoir de nouvelles coalitions de droite. Il est aussi regrettable que tous les terrains d'enquête soient situés dans la province de Buenos Aires, lorsque l'on sait que les pratiques autogestionnaires étaient répandues dans l'ensemble du pays et qu'il existe de fortes disparités entre les provinces argentines. Des cas d'étude provenant des autres agglomérations urbaines, de la Patagonie ou des régions limitrophes à la Bolivie et au Paraguay auraient sans doute participé à cette entreprise de déconstruction des catégories englobantes et de mise en lumière de la pluralité des processus de redéfinition des pratiques et des significations du travail. De manière générale, on aurait également souhaité que certains textes traitent en profondeur la question des alliances politiques entre ces collectifs de travail et des partis politiques, particulièrement dans la gestion des politiques de soutien à l'économie sociale. Cela aurait permis d'engager une discussion avec les travaux qui mettent en évidence l'incorporation de certains mouvements sociaux dans l'espace militant kirchnériste et la prégnance d'une logique électoraliste dans la répartition des fonds publics (Zarazaga, 2014 ; Coraggio, 2015).

Confrontations autour du développement économique et de la cause environnementale

Le livre de Maristella Svampa, intitulé *Del cambio de época al fin de ciclo. Gobiernos progresistas, extractivismo y movimientos sociales en América latina*, vient utilement compléter ce panorama des rapports entre les mouvements sociaux, la politique et l'économie dans la société argentine. La tension exercée par le pouvoir politique sur les mouvements sociaux est, depuis plus de quinze ans, au cœur des recherches de cette sociologue (Svampa, 2003, 2008). Dans son dernier ouvrage, elle propose une sociologie critique du progressisme latino-américain en général et argentin en particulier, en centrant son analyse sur les conséquences sociales et environnementales du modèle de développement économique défendu par les gouvernements de gauche entre 2000 et 2015. L'ouvrage réunit une dizaine de textes déjà publiés, entièrement ou en partie, au cours de la dernière décennie, mais qui ont tous fait l'objet d'une réécriture pour cette édition. Celle-ci est agrémentée d'une introduction et d'une postface qui éclairent les enjeux soulevés par la fin du cycle progressiste en Amérique latine et proposent une réflexion sur l'avenir de la gauche dans cette région du monde.

Pour bien suivre le raisonnement de M. Svampa, il faut tout d'abord s'arrêter sur quelques notions clés qui structurent l'ensemble de la démonstration. En premier lieu, l'idée de « changement d'époque » (*cambio de época*) fait référence à un nouveau cycle politique et économique caractérisé par l'importance des mouvements sociaux, la crise des partis politiques et du système représentatif, ainsi que par la critique du néolibéralisme et la (re)légitimation d'une radicalité du discours politique. Cette situation transitoire a permis l'émergence de nouveaux gouvernements au début des années 2000 qui sont parvenus à capter une partie de la demande sociale et à l'articuler à des politiques volontaristes visant à réduire les inégalités. Après quinze ans d'hégémonie des partis de gauche en Amérique latine, cette époque semble révolue avec la destitution de la présidente Dilma Rousseff au Brésil et l'élection de Mauricio Macri en Argentine.

En second lieu, le terme « progressisme » est mobilisé pour insister sur les éléments qui ont contribué à façonner une expérience partagée de changement social à l'échelle du continent, malgré la diversité des courants idéologiques et des formes d'exercice du gouvernement. Les expériences politiques vont en effet de l'usage de la réforme dans une continuité institutionnelle (Argentine, Brésil, Chili, Nicaragua, Paraguay, Uruguay) au processus révolutionnaire par l'élaboration de nouvelles Constitutions (Bolivie, Équateur, Venezuela). Selon M. Svampa, le progressisme a constitué une « langue franche » en Amérique latine à partir des années 2000, autrement dit une sorte de langue commune pour les pays latino-américains qui repose sur la combinaison de quatre éléments : la critique du néolibéralisme ; des politiques économiques hétérodoxes ; une extension des droits sociaux ; et la construction d'un espace politique régional. L'hégémonie des gouvernements dits progressistes entre 2000 et 2015 résulte de l'articulation de ces quatre éléments, mais aussi bien sûr des formidables ressources

liées au « boom » des matières premières sur le marché mondial qui ont permis de financer de nombreuses politiques publiques. Néanmoins, à l'heure du bilan, plusieurs critiques sont formulées par l'auteure concernant l'action de ces gouvernements progressistes.

Pour analyser l'espace des mouvements sociaux et ses évolutions au long du cycle progressiste, M. Svampa distingue quatre matrices politico-idéologiques qui sont autant de façon de concevoir la politique, le pouvoir et le changement social. La matrice indigène-paysanne s'inscrit dans une temporalité longue et met au centre de son projet les idées de résistance, de droits collectifs et de pouvoir communal. La matrice populiste fait référence aux combats sociaux du xx^e siècle et repose sur l'affirmation de la nation, l'action redistributive de l'État, l'autorité d'un chef charismatique et l'organisation des masses. La matrice classiste renvoie à une conception ouvriériste de la société qui interprète les rapports de pouvoir à partir de l'antagonisme de classes et envisage le changement social comme la construction du socialisme réel. Enfin, la matrice autonomiste, apparue plus récemment, repose sur la combinaison d'éléments tels que l'autonomie, l'horizontalité et la démocratie par consensus. Cette grille de lecture s'avère extrêmement pertinente pour comprendre les tensions qui ont progressivement divisé le champ progressiste et généré une conflictualité entre mouvements sociaux et gouvernements nationaux.

Au cours du cycle progressiste latino-américain, l'auteure observe une opposition entre, d'un côté, le camp indigène et autonomiste qui défend l'autonomie des communautés et la protection de l'environnement et, de l'autre côté, le camp populiste qui investit l'État central et réactive la pensée développementaliste à partir de l'exploitation des ressources naturelles³. L'augmentation du prix des matières premières sur le marché mondial a effectivement entraîné une re-primarisation des économies latino-américaines basée sur l'*agrobusiness* (soja) et l'extractivisme (pétrole, gaz, minéraux) qui s'accompagne de spoliations et de contaminations d'éléments aussi fondamentaux que l'eau et la terre. L'accumulation de capital générée par l'exploitation des matières premières permet de comprendre l'adhésion de la quasi-totalité des gouvernements progressistes au modèle de développement extractiviste/exportateur, la taxation sur les exportations permettant de financer des politiques de lutte contre les inégalités (ce que l'auteure nomme le consensus des *commodities*). Néanmoins, les conséquences environnementales de ce modèle de développement ont provoqué une série de conflits sociaux et une vive confrontation entre différents secteurs du progressisme. L'espace progressiste latino-américain s'est peu à peu polarisé entre, d'une part, un projet nationaliste, développementaliste et extractiviste qui s'articule fortement à la matrice populiste et, d'autre part, un projet plurinational, autonomiste et écologiste qui s'inscrit dans la matrice

[3] Les groupes de la tendance classiste sont restés minoritaires et relativement périphériques durant l'ensemble du cycle progressiste.

indigène. La tension entre ces deux projets politiques s'est accentuée à mesure que les mobilisations socio-environnementales étaient sévèrement réprimées et que l'effet des politiques gouvernementales s'avérait insuffisant pour réduire les différentes brèches d'inégalités.

Cette division interne à l'espace progressiste a été renforcée par l'action des secteurs conservateurs (partis politiques de droite et groupes de média) qui ont mené dans les différents pays une campagne de diabolisation des gouvernements de gauche en les qualifiant de « populismes irresponsables » et en s'érigeant comme défenseur des vertus républicaines. L'exacerbation de la confrontation entre les forces progressistes et conservatrices a conduit dans certaines circonstances à des destitutions politiques qui s'apparentent à des coups d'État comme au Honduras en 2009, au Paraguay en 2012 et au Brésil en 2016. Comme le relève l'auteure, ces expériences tangibles de renversement de gouvernements légitimement élus ont accru l'importance des thèses conspirationnistes dans le champ du progressisme. Pour les tenants du projet national-populiste, dominant à gauche dès la moitié des années 2000, la défiance à l'égard des secteurs conservateurs a conduit au rejet de toute critique adressée aux gouvernements censés être à l'avant-garde des projets d'émancipation. L'exacerbation de la rhétorique nationale-populiste et la personnalisation du pouvoir ont conduit les gouvernants à concevoir toute perspective d'alternance politique comme une tragédie, à empêcher l'émergence d'autres leaders progressistes et à discipliner les mouvements sociaux et les intellectuels. La fermeture des canaux d'expression d'un pluralisme de gauche s'est accompagnée de dérives autoritaires comme au Venezuela et au Nicaragua et de tentatives, finalement inabouties, de modifications constitutionnelles permettant la réélection perpétuelle de leaders politiques tels que Cristina Kirchner en Argentine, Evo Morales en Bolivie ou Rafael Correa en Équateur.

La perte de légitimité des gouvernements progressistes, particulièrement visible en Argentine, se comprend donc à partir de facteurs externes (ralentissement de la croissance mondiale, baisse du prix des matières premières) et de facteurs internes (extrême polarisation sociale et politique, concentration du pouvoir, scandales de corruption). La fin du cycle progressiste en Amérique latine a bien des airs crépusculaires, et l'espace progressiste ressemble à un champ de ruines face aux nouvelles coalitions de pouvoir conservatrices qui dirigent à nouveau des puissances régionales comme le Brésil et l'Argentine. Sans verser dans une vision apocalyptique, l'auteure signale également que le contexte global marqué par l'approfondissement du néolibéralisme dans l'Union européenne et la montée de partis ou leaders conservateurs xénophobes comme Donald Trump aux États-Unis n'incite pas à l'optimisme. Face au défi du renouvellement de la gauche et des projets émancipateurs, M. Svampa avance la nécessité de construire des ponts entre les différentes tendances qui composent l'espace progressiste et, fondamentalement, d'intégrer le pluralisme et l'écologie de manière centrale dans le référentiel de la gauche latino-américaine.

En conclusion, l'auteur dresse un sombre panorama de la situation des pays d'Europe et d'Amérique du Nord, mais il nous semble qu'elle oublie de mentionner certains faits qui sont autant de lueurs d'espoir pour l'avenir du progressisme dans les contrées du Nord et dans le monde. M. Svampa met, à juste titre, la crise de la social-démocratie et la montée des partis d'extrême droite en relation avec l'approfondissement du néolibéralisme et le renoncement de la gauche de gouvernement à ses valeurs cardinales. Elle omet cependant d'intégrer à l'analyse les percées surprenantes de leaders politiques de gauche comme Bernie Sanders aux États-Unis, Jeremy Corbyn au Royaume-Uni et Jean-Luc Mélenchon en France, qui incarnent des projets progressistes en rupture avec l'orthodoxie néolibérale. Le gouvernement du Premier ministre canadien Justin Trudeau, assez ouvertement néolibéral comme sur le dossier du traité commercial CETA, tranche toutefois avec l'ambiance xénophobe de l'administration Trump, notamment en référence à la reconnaissance des droits de la communauté LGBT et des peuples autochtones. Enfin, concernant la crise humanitaire liée aux flux migratoires en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient, M. Svampa note avec raison le fiasco des États européens dans la gestion de l'accueil et de l'intégration des migrants. Mais, en spécialiste des mouvements sociaux, elle aurait pu relever les organisations associatives qui interviennent en mer pour secourir les embarcations de fortune, les chaînes humaines qui se forment en Belgique pour bloquer les interventions policières contre les réfugiés, le refus des associations humanitaires françaises d'appliquer les consignes du ministère de l'Intérieur ou encore les actes de dissidence de citoyens qui aident les migrants à traverser les frontières intérieures de l'Europe au risque de leur propre emprisonnement. Certes, Donald Trump, Theresa May, Angela Merkel et Emmanuel Macron occupent le centre de l'espace politique et médiatique occidental, mais les raisons de croire en un nouveau cycle progressiste dans les pays du Nord ne sont pas complètement illusoire.

* * *

En s'inspirant de l'expérience latino-américaine et d'analyses aussi stimulantes que celles de M. Svampa, les dirigeants et intellectuels des gauches européennes et états-uniennes auraient tout intérêt à définir en commun une langue franche pour construire une nouvelle hégémonie progressiste. Cette langue franche devrait nécessairement articuler la lutte contre les inégalités, la défense de la cause environnementale, la reconnaissance du pluralisme et le respect de l'autonomie des mouvements sociaux. Dans cette perspective, la structuration des organisations populaires territorialisées telles les associations de quartier et leur articulation avec les institutions politiques constituent l'un des principaux défis pour élargir la participation à l'ensemble des groupes sociaux. L'exemple, en France, du projet de la coordination Pas sans Nous de fonder un « syndicat des quartiers populaires » (Carrel *et al.*, 2015) démontre à la fois l'importance des ressources militantes des organisations de base et la difficulté à dépasser la tension entre autonomie et institutionnalisation. La recherche de Julieta Quirós, par sa critique des catégories normatives de résistance et de clientélisme, aide

à sortir de ce type d'opposition construite *a priori* pour porter l'attention sur les fondements d'une économie morale où se mêlent l'utilitarisme, la réciprocité, la reconnaissance, la nécessité, le plaisir et l'idéologie. L'analyse du rapport au politique des classes populaires contemporaines en Europe, trop souvent réduite à l'abstention et au vote en faveur des partis d'extrême droite, gagnerait à faire l'inventaire des concepts couramment utilisés et à investiguer davantage les marges du champ politique où se recompose l'engagement des groupes subalternes. Comme le démontre l'ouvrage dirigé par María Inés Fernández Álvarez, la compréhension des formes de participation des classes populaires passe également par une articulation plus étroite des dimensions économique et politique. La centralité du travail dans les mobilisations populaires exige de croiser la sociologie de l'action collective avec la sociologie du travail et l'analyse des politiques publiques pour comprendre *in fine* la manière dont se redéfinissent les contours de la citoyenneté des groupes dominés dans des contextes plus ou moins marqués par l'emprise de la gouvernance néolibérale.

Bibliographie

- Cardoso F. E., Faletto E., 1969, *Dependencia y Desarrollo en América Latina*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Carrel M., Demoulin J., Louis J., Pidoux A., 2015, « La coordination "Pas Sans Nous". Une nouvelle forme de lobbying politique des quartiers populaires ? », *Journées d'études Classes populaires et organisations militantes*, Paris, 16-17 mars 2015.
- Combes H., Vommaro G., 2015, *Sociologie du clientélisme*, Paris, La Découverte.
- Coraggio J.-L., 2015, « L'économie sociale et solidaire et son institutionnalisation en Amérique latine : cinq pays, cinq processus », *Revue Française de Socio-Économie*, 15, p. 233-252.
- Coraggio J.-L., Laville J.-L. (dir), 2016, *Les gauches du XXI^e siècle : un dialogue Nord-Sud*, Paris, Le Bord de l'eau.
- Cortés R., Kessler G., 2013, « Políticas, ideas y expertos en la cuestión social de la Argentina democrática », *Revista de Indias*, 257, p. 239-264.
- De Sousa Santos B., 2016, *Épistémologies du Sud. Mouvements citoyens et polémique sur la science*, Paris, Desclée de Brouwer.
- Fassin D., 2013, « Why ethnography matters : On Anthropology and Its Publics », *Cultural Anthropology*, 28 (4), p. 621-646.
- Graeber D., 2013, « It is value that brings universes into being », *HAU : Journal of Ethnographic Theory*, 3 (2), p. 219-243.
- Laclau E., 2008, *La raison populiste*, Paris, Seuil.
- McAdam D., 1988, *Freedom summer. The idealists revisited*, Oxford, Oxford University Press.
- Merklen D., 2009, *Quartiers populaires, quartiers politiques*, Paris, La Dispute.

- Pagis J., 2014, *Mai 68, un pavé dans leur histoire*, Paris, Presses de Sciences Po.
- Perelmiter L., 2016, *Burocracia plebeya : la trastienda de la asistencia social en el Estado argentino*, San Martin, UNSAM Edita.
- Svampa M., 2008, *Cambio de época : movimientos sociales y poder político*, Buenos Aires, Siglo XXI.
- Svampa M., Pereyra S., 2003, *Entre la ruta y el barrio : la experiencia de las organizaciones piqueteras*, Buenos Aires, Biblos.
- Zarazaga R., 2014, « Política y necesidad en Programas de Transferencias Condicionadas : la Asignación Universal por Hijo y el Programa de Inclusión Social con Trabajo Argentina Trabaja », in C. Acuña (dir.), *El Estado en acción*, Buenos Aires, Siglo XXI, p. 71-107.

Sociologue, **Arnaud Trenta** est postdoctorant au Laboratoire interdisciplinaire pour la sociologie économique (CNAM-CNRS). Il étudie le rapport à la politique, au travail et à la protection sociale des classes populaires à partir d'une approche ethnographique, comparative et multiscalaire. Il a récemment publié : « L'engagement associatif d'anciens militants communistes : carrières, pratiques et modèles », *L'Année sociologique*, vol. 68, n° 1, 2018, p. 247-279 ; « Organizaciones populares y políticas sociales en Argentina (2003-2011) : mediación social y movilización política en los barrios periféricos de Buenos Aires », *Caderno CRH*, n° 81, 2017, p. 523-538 ; « Les pratiques associatives dans les banlieues de Paris et de Buenos Aires. La comparaison de cas contrastés », *Espaces et sociétés*, n° 163, 2015, p. 41-55.